



Communiqué de presse de Tous Migrants suite à l'expulsion du Pado

Lundi 11 décembre, Mr. le Maire de Briançon signifiait aux occupants du bâtiment les Jeunes Pousses (dénommé le Pado), un arrêté relatif à l'évacuation du bâtiment dans les 36 heures, afin de soi-disant prévenir « un péril grave et imminent » que les occupants feraient courir au voisinage. Cette évacuation s'est opérée ce matin.

Certes, les conditions d'habitation de ce bâtiment étaient très précaires, sans eau ni électricité dont la coupure en alimentation n'avait en réalité pour seul but que de rendre le lieu invivable pour ses habitants.

Mais depuis 4 mois, l'occupation du bâtiment des Jeunes Pousses a permis d'accueillir les personnes exilées, en particulier après la fermeture temporaire du bâtiment accueillant le refuge solidaire pour cause de sur-occupation. Jusqu'à plus de 300 personnes ont pu y être hébergées alors que les autorités restaient sourdes à toute demande d'aide pour l'hébergement d'urgence de la part des associations gérant et soutenant le refuge solidaire.

Il y a urgence à remettre la responsabilité de la situation sur les pouvoirs publics et à cesser de criminaliser la solidarité.

Si le gouvernement et les pouvoirs publics locaux respectaient la dignité et les droits des personnes, ce squat n'aurait jamais existé, ni le refuge solidaire, ni les maraudes que nous menons avec Médecins du Monde et bien d'autres personnes dans nos montagnes, pour mettre d'autres personnes à l'abri et en sécurité.

Notre Association Tous Migrants dénonce depuis 7 ans la politique dangereuse, illégale et barbare des gouvernements français et européens.

Dangereuse, parce que cette politique est responsable de la mort de milliers de personnes en Méditerranée, de centaines de personnes à la frontière franco-britannique, d'une cinquantaine de personnes dans les Alpes dont 10 dans nos montagnes frontalières. Les 3 personnes qui ont perdu la vie depuis cet été sont mortes sur le territoire de la commune de Briançon : Moussa le 7 août, Mohamed le 14 octobre, Mahadi le 29 octobre.

Cette politique est illégale, parce que les Briançonnais doivent savoir que dans les cas où les personnes exilées parviennent à contester en justice les refus d'entrée ou

les obligations de quitter le territoire français, le tribunal administratif annule les décisions des préfectures et souligne que « la situation à la frontière franco-italienne ne peut justifier que les droits des personnes soient bafoués ».

Cette politique anti migratoire est également barbare et lourde de conséquences pour nos sociétés.

Parce que tendre des guets-apens et traquer les personnes exilées dans la montagne comme des bêtes sauvages et dangereuses, c'est de la barbarie.

S'il n'y avait pas les maraudes, Refuges Solidaires et le Pado, les personnes exilées seraient contraintes comme à Calais, à Paris et dans bien d'autres villes de survivre dans la rue et dans les terrains vagues dans le dénuement le plus complet. Leur refuser l'accès à un toit et même à l'eau potable, comme c'était le cas à Briançon au Pado, c'est aussi de la barbarie.

Refouler systématiquement les personnes à la frontière, parfois en les humiliant, déchirer leurs papiers et leurs maigres affaires, démanteler les campements de fortune en permanence à Calais et Paris et ailleurs, expulser des squats en plein hiver sans solution alternative, c'est de la barbarie.

Ces politiques qui tentent de déshumaniser les personnes exilées alimentent et légitiment la xénophobie et le racisme, et constituent, comme l'histoire l'a trop souvent montré, un préalable aux pires exactions.

Comme le disent nos amis de la Cimade, « il n'y a pas d'étrangers sur cette terre ». À l'heure des périls planétaires qui menacent, il est encore temps de choisir l'entraide et la coopération, plutôt que la domination et l'exploitation, de choisir l'humanité plutôt que la barbarie. C'est notre choix et celui d'une grande partie des habitants du Briançonnais et cela contribue à la fierté et à la renommée des Hautes-Alpes dans le monde entier.

Désormais, ce n'est pas seulement pour son climat, son patrimoine et ses montagnes que les touristes viennent toujours plus nombreux dans notre région, mais aussi pour l'engagement concret de ses habitants en faveur d'un accueil digne des personnes exilées qui frappent à nos portes.

Contact Presse :

Anne Gautier : 06 82 36 34 64

Michel Rousseau : 06 80 60 43 50